

MANIFESTE

Ne laissons pas mourir l'action culturelle et solidaire sous Sarkozy !

Il existe en France un secteur d'activité d'une incroyable diversité et d'une effervescence continue, menacé de précarité et de disparition par la politique du président de la République.

Créateur de lien social et d'emplois, le tissu associatif culturel contribue à l'épanouissement des individus, encourage leur créativité et leur émancipation en plaçant l'humain au centre de ses préoccupations. Ce secteur de l'action artistique et culturelle déploie, sur tous les territoires où il agit, des visions sensibles et solidaires du monde. Dans des domaines aussi divers que les cultures urbaines (danse hip hop, rap, slam...), les musiques actuelles, les musiques savantes, le cirque, les arts de la rue, les arts plastiques, la danse, le théâtre, la marionnette, la poésie, les arts numériques, le cinéma, la vidéo, la littérature, le conte, etc., une multitude de projets, de lieux et d'organismes favorisent les initiatives de création, diffusent les œuvres, multiplient les démarches d'éducation artistique et culturelle, encouragent les pratiques en amateur, dans un souci constant de concertation et de partage avec la population de leur territoire. C'est ainsi que des catégories sociales, qui restent trop souvent à l'écart des lieux culturels intimidants, se retrouvent impliquées d'une manière ou d'une autre dans des projets qui génèrent de la confiance, accroissent leur capacité à décoder le monde et à agir.

Ces initiatives qui s'inscrivent dans une logique de territoire, en milieu rural ou urbain, se développent souvent en coopération avec d'autres acteurs sociaux ou économiques, de telle sorte qu'en plus de leur richesse artistique et culturelle, elles jouent un rôle essentiel de dynamisme économique local, régional ou national. Inscrites le plus souvent dans le champ de l'économie solidaire et du « tiers secteur », elles en révèlent tout le potentiel direct et renforcent l'idée que ce secteur favorise, toujours et partout, l'intégration du long terme et de la dimension humaine dans la vie socio-économique. Certaines de ces initiatives encouragent aussi les relations internationales dans un esprit de coopération avec leurs partenaires étrangers.

Sous le couvert faussement technique d'une "révision générale des politiques publiques", le président de la République cherche à imposer une vision néolibérale qui ne trouve aucune de ses racines dans notre histoire collective. Le démantèlement en cours du service public et le dénigrement de ses valeurs fondatrices, les coupes budgétaires dans les domaines de la culture, de l'éducation, de l'économie solidaire et sociale, de la santé, visent à concentrer l'action de l'État sur l'appui aux formes marchandes de l'économie.

Du néolibéralisme affirmé à la stigmatisation des populations immigrées en passant par une concentration des pouvoirs politiques, économiques et médiatiques, cette politique est destructrice pour les valeurs portées par celles et ceux qui ont choisi de s'engager dans l'action culturelle et solidaire. Elle fragilise chaque jour un peu plus, financièrement et symboliquement, des acteurs qui étaient déjà en situation de précarité, en même temps qu'elle fabrique des exclusions là où encore récemment il n'y en avait pas.

Les conséquences dramatiques de cette évolution, en termes de dessèchement des rapports humains et de perte de vitalité de notre société, sont à ce point dangereuses pour notre pays et pour ses habitants que nous avons décidé de nous impliquer collectivement dans une contre-offensive résolue. Plus que jamais, une action culturelle et solidaire fondée sur la mise en relation étroite des équipes artistiques et de la population apparaît comme une exigence forte, une contribution

à la lutte contre toutes les formes de dérive qui, bien au-delà de la vie artistique et de la richesse de notre culture, s'en prennent à notre vivre ensemble et à la vigueur de notre société.

Nous appelons aujourd'hui à un large débat national autour de choix politiques résumés de la façon suivante :

- au nom du principe républicain d'égalité, rappeler la permanence des droits individuels et collectifs à l'éducation et à la culture,
- au nom du principe républicain d'égalité, rappeler que notre potentiel de création de nouvelles richesses permet de mobiliser les moyens nécessaires à la mise en œuvre effective de ces droits en les attachant à la personne à toutes les étapes de sa vie,
- au nom du principe républicain d'égalité, réaffirmer et mettre concrètement en œuvre les missions et responsabilités de l'État en matière d'aménagement culturel du territoire, de répartition équilibrée des efforts et des contributions en prenant en considération des critères démographiques et sociaux de façon à soutenir de façon privilégiée les territoires et les groupes sociaux les plus en difficulté,

Nous appelons donc à l'adoption urgente de mesures d'appui aux initiatives et aux acteurs de la vie artistique et culturelle solidaire :

- mobiliser solidairement les moyens de l'État et des collectivités territoriales pour créer dans chaque région un fond d'aide à l'initiative culturelle et solidaire qui permette d'apporter un soutien sélectif aux projets artistiques et culturels qui se construisent avec les habitants,
- soutenir également ce "tiers-secteur" culturel par le développement de dispositifs de cautionnements bancaires et de dégrèvements fiscaux complétés par des formes adaptées d'accompagnement de la gestion des entreprises et des projets.

En rupture radicale avec les choix du président de la République, ces mesures imposent d'augmenter le budget du ministère de la Culture et surtout de rénover en profondeur son rôle et ses moyens d'action, en impliquant les autres ministères et secrétariats d'État en charge des dossiers de santé publique, d'éducation, de formation professionnelle, d'agriculture, des politiques de la ville, de la francophonie, des affaires étrangères et de la coopération... Elles conduisent aussi à repenser les relations entre l'État, les collectivités territoriales et tous les acteurs de la vie artistique et culturelle pour que, quelles que soient les formes d'action retenues, les habitants et les territoires, les œuvres et les artistes, se trouvent au cœur des politiques publiques.

Pour affirmer ces choix et ces ambitions, nous nous engageons dans la préparation de larges « **Assises nationales de l'action culturelle et solidaire** » impliquant l'ensemble des partenaires concernés : collectivités publiques, artistes, acteurs culturels, citoyens...

